

Pôle Vétérinaire / Installations classées  
321, chemin des Moulins  
73000 CHAMBÉRY

CHAMBÉRY, le 30/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROVENT SDPR - PORCHERIE DE SAINT GIROD**

CHEMIN DE ROASSON  
ST GIROD  
73410 Entrelacs

Références : référence à compléter  
Code AIOT : 0057300315

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement PROVENT SDPR - PORCHERIE DE SAINT GIROD implanté CHEMIN DE ROASSON ST GIROD 73410 Entrelacs. L'inspection a été annoncée le 13/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est orientée vers le respect des engagements pris dans le dossier de réexamen IED.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROVENT SDPR - PORCHERIE DE SAINT GIROD
- CHEMIN DE ROASSON ST GIROD 73410 Entrelacs
- Code AIOT : 0057300315
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une procherie de type naisseur. Il héberge 950 truies pour la production de porcelets qui seront engraisés dans d'autres ateliers sur d'autres sites.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
2	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	/	Sans objet
4	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet
5	Notification de changement notable	Code de l'environnement du 01/09/2000, article R181-46	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation sont conformes à celles décrites dans le dossier de réexamen à l'exception de la couverture d'une des deux fosses extérieures de stockage du lisier. Toutefois, un projet de réorganisation du site est à l'étude qui comprends non seulement la reconstruction des bâtiments les plus anciens mais aussi le déplacement de la fosse non-couvert. Cette dernière sera remplacée par une fosse couverte.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.  A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
<b>Constats :</b> Il est constaté la mise en place d'une réserve incendie à l'extrémité du site. Elle est située au maximum à 130 m du point le plus éloigné de l'établissement (atelier). Elle est constituée d'une poche souple de plus de 120 m <sup>3</sup> . Elle dispose d'une clôture périphérique de 2 m. Elle est équipée d'une vanne pompier. Elle est accessible via le chemin le long des bâtiment les plus anciens. Une plateforme stabilisée est aménagée à la proximité immédiate permettant le positionnement des véhicules de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Dossier de réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :  - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;  - le 21 février 2019 pour les autres installations.  A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice ( <a href="http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/">http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/</a> ) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.  L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen IED a été déposé le 3 mai 2018. L'instruction a conclu à la conformité de l'établissement le 30 mars 2020. Aucun aménagement, délais, dérogation n'a été sollicité par l'exploitant. Par contre, l'exploitant s'est engagé à la couverture des fosses de stockage du lisier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mise en œuvre des MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».  Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.  L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
<b>Constats :</b> Le détail des points de contrôle relatif à la mise en œuvre des engagements de l'exploitant pour le respect des MTD du Bref élevage est annexé au présent rapport. Il est à noter qu'une cuve de stockage du lisier n'a pas fait l'objet d'une couverture comme prévu. Ceci constitue une non-conformité majeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, la déclaration pour l'année 2022 n'avait pas été faite. Il l'avait faite pour l'année 2021. Cette déclaration n'a pas fait l'objet de remarque particulière. Celle pour l'année 2022 va être validée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Notification de changement notable

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/09/2000, article R181-46
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant fait par à l'inspecteur lors de la visite d'un projet de restructuration du site d'élevage. La fosse non-couverte serait notamment déplacée sur l'arrière du site en limite de propriété. La nouvelle fosse serait alors couverte pour répondre au dispositions du Bref. Il est rappelé à l'exploitant que toute modification des conditions d'exploitation ou d'aménagement doit faire l'objet d'un porter à connaissance à l'attention du Préfet de la Savoie. Ce porté a connaissance doit être préalable à toute modification. Le porté de l'instruction du PAC, couvrira l'ensemble des incidences, impacts sur les intérêts protégés par l'article L511.1 du code de l'environnement. Le cas échéant, le service de l'inspection se chargera des consultations nécessaires avant proposition à M. le Préfet de la la Savoie sur les suites à donner administratives pour le projet présenté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet





# Annexe Grille d'inspection

**Nom ou raison sociale : PROVENT SDPR**

**Numéro AIOT : 0057300315**

## 1. Informations générales de l'exploitation

Numéro S3IC : **0573.00315**

Nom ou raison sociale : **PROVENT SDPR**

Gérant de la société : **PROVENT SDPR - PORCHERIE DE SAINT GIROD**

SIRET de l'établissement concerné : **38354689200019**

Numéro de téléphone de l'exploitant : **04.79.54.16.95**

Email de l'exploitant : **frederic.provent@provent.fr**

Email secondaire :

Autre mail :

Adresse de l'exploitation : **CHEMIN DE ROASSON**

Code postal : **73410** Ville : **ENTRELACS (St GIROD)** Département : **Savoie**

Adresse administrative : **1324 avenue des Landiers**

Code postal : **73007** Ville : **Chambery Cedex**

## 2. Situation administrative

**Activités soumises aux rubriques 3000 et suivantes de la nomenclature ICPE :**

	Nombre d'emplacements maximal autorisés par arrêté préfectoral (AP)	Situation actuelle (si différente du dernier AP)
3660-c : élevage intensif de truies > 750 emplacements	950.0	920.0
Autres rubriques de la nomenclature ICPE auxquelles l'établissement est soumis :		
2102 : élevage porcs (a-e)	2446.0	3048.0

## 3. Répartition des porcs par stade de croissance de vos porcs

	Nombre d'emplacements autorisé
Porcelets en post-sevrage	90
Porcs de production / Cochette	240
Truies	930

## 4. Bâtiments d'hébergement

Intitulé des bâtiments d'hébergement	Statut
BAT13	existant

BATI1	existant
BATI2	existant

## 5. *Gestion des effluents*

	Oui/Non
Est-ce que l'installation génère des effluents liquides (lisier, digestat de méthanisation, fraction liquide de digestat...) ?	Oui
<b>Stockage des effluents</b>	
Est-ce que ces effluents d'élevage sont stockés sur votre installation ?	Oui
Les effluents liquides sont-ils stockés dans une fosse extérieure en dur ?	Oui
Les fosses de stockage sont elles couvertes ?	Oui
<b>Épandage des effluents</b>	
Est-ce que les effluents d'élevage (bruts ou traités) font l'objet d'un épandage (dans le cadre d'un plan d'épandage) ?	Oui
Si Oui, le plan d'épandage comprend-il des parcelles gérées en propre par l'éleveur soumis au réexamen ?	Oui
Si Oui, le plan d'épandage comprend-il des parcelles mises à disposition par des prêteurs ?	Oui
<b>Traitement de l'air</b>	
Est-ce que l'installation est équipée d'un ou plusieurs laveurs d'air (laveur d'air à l'acide, biolaveur, système d'épuration d'air à 2 ou 3 étages) ?	Non

### *Ouvrages de stockage des effluents*

STOCK1 : Existant
STOCK2 : Existant

## 1. **Comparaison aux MTD**

### 1. *Stratégies alimentaires*

#### **Détermination quantités excrétées**

Méthode de détermination annuelle des quantités d'azote et de phosphore excrétés par catégorie animale (MTD 24)

Appliquez-vous les meilleures techniques suivantes ?	Oui (Source téléservice)	Conformité	Commentaire
a. Est-ce que les quantités d'azote total et de phosphore total excrétés sont estimées par un bilan massique sur l'azote et le phosphore (en se basant sur les quantités d'aliment ingéré, les performances de l'animal et la teneur en MAT et phosphore du ou des aliments) ?		OUI Un bilan est dressé tous les ans. La teneur en MAT apparaît sur les factures d'aliment	

### **Excrétion Azoté**

Porcs de production (Appliqué à tous)	Conformité	Commentaire
Appliquez-vous les meilleures techniques suivantes ? Oui (Source téléservice)		
a. Est-ce que les apports protéiques alimentaires sont en adéquation avec les besoins des animaux ?	oui	
b. Est-ce que les animaux reçoivent une	oui	

alimentation multiphase, c'est-à-dire répondant aux besoins spécifiques des périodes de production ?		
--	--	--

### **Excrétion phosphore**

Porcs de production (Appliqué à tous)		Conformité	Commentaire
Appliquez-vous les meilleures techniques suivantes ?			
a. Est-ce que les animaux reçoivent une alimentation multiphase, c'est-à-dire répondant aux besoins spécifiques des périodes de production ? oui			

## **2. Émissions d'ammoniac**

### **1. Émissions porc**

Porcs – Réduction des émissions de NH<sub>3</sub> au bâtiment (MTD 30)

BATI3 BATI2 et BATI1(existants)	Conformité	Commentaire
Appliquez-vous les meilleures techniques suivantes ? Oui (Source téléservice)		
a.1. Evacuation au moins tous les 15 jours par dépression (caillebotis partiel ou intégral) oui	Oui, les préfosse sont régulièrement vidées en fonction de la rotation des bandes.	
Commentaires éventuels :		
Le bâtiment 1 est équipé d'un système de flushing quotidien, sans séparation de phase.		

## **3. Stockage effluents**

### **1. Émissions eau et sol**

Réduction des émissions dans l'eau et le sol lors de la collecte, du transport par conduite et du stockage extérieur des effluents liquides en fosse et/ou en lagune (MTD 18)

STOCK1 (Appliqué à tous)		Conformité	Commentaire
Appliquez-vous les meilleures techniques suivantes ? Oui			
a. Est-ce que l'ouvrage de stockage extérieur est résistant aux variations mécaniques, thermiques et chimiques ?	OUI Les stockages sont réalisés en fosses en béton. L'état des fosses reste satisfaisant		
b. Est-ce que les capacités de stockage sont suffisantes pour couvrir les périodes où l'épandage n'est pas possible ?	Oui Les fosses permettent de couvrir la plus grande période entre deux périodes d'épandage favorable.		

### **2. Émissions air en fosse**

## Réduction des émissions dans l'air lors du stockage des effluents liquides en fosse extérieure en dur (MTD 16)

STOCK1		Conformité	Commentaire
Appliquez-vous les meilleures techniques suivantes ?		Oui (Source téléservice)	
a.1. Est-ce que la fosse de stockage a été construite selon le principe de réduction du ratio Surface / Volume ? oui		Oui Le ratio haut/largeur est satisfaisant	
a.3. Est-ce que l'agitation des effluents liquides est réduite le plus possible ? oui		Les fosses ne sont agitées que pour une homogénéisation du lisier avant dépotage pour l'épandage	
La fosse est-elle couverte ?		Oui La fosse est couverte depuis deux ans avec une couverture fixe souple sur poteau central.	

STOCK2		Conformité	Commentaire
Appliquez-vous les meilleures techniques suivantes ?	Oui (Source téléservice)		
a.1. Est-ce que la fosse de stockage a été construite selon le principe de réduction du ratio Surface / Volume ? oui		Oui – le ratio hauteur sur largeur est satisfaisant	
a.3. Est-ce que l'agitation des effluents liquides est réduite le plus possible ? oui		Les fosses ne sont agitées que pour une homogénéisation du lisier avant dépotage pour l'épandage	
La fosse est-elle couverte ?		<b>NON - La fosse n'est pas couverte. L'exploitant présente un projet de restructuration de l'élevage. La fosse sera déplacée à l'extrémité du site. Un porté à connaissance est en cours d'élaboration afin d'informer l'inspection de l'évolution de l'organisation du site. Les travaux sont prévus dès 2023.</b>	

### 4. Épandages

#### 1. Émissions eau et sol

Le plan d'épandage est à jour. Les distances d'épandage vis-à-vis des tiers, des cours d'eau sont respectées.

#### 2. Émissions air lisier

Réduction des émissions d'ammoniac dans l'air lors de l'épandage des effluents liquides (MTD 21)

Pour les terres mises à disposition, les informations suivantes sur l'application des meilleures techniques doivent être fournies mais vous n'avez pas l'obligation de respecter les meilleures techniques.	
b. Est-ce que l'épandage des effluents est effectué avec une rampe à pendillards équipés	Sur la base des factures présentées. Il apparaît que le prestataire utilise majoritairement un pendillard pour réaliser les épandages. Certaines parcelles en

de tubes ou de sabots traînés ?	pente ou trop petites sont épandues avec une buse palette.
---------------------------------	--

### 3. **Délai enfouissement**

#### Réduction des émissions d'ammoniac à l'épandage (MTD 22)

L'enfouissement peut être réalisé jusque 12h après épandage lorsque les conditions ne sont pas propices à une incorporation plus rapide, par exemple lorsque les ressources humaines et les machines ne sont pas économiquement disponibles. A préciser, le cas-échéant, dans le second champ de commentaires libres. L'incorporation des effluents 12h après épandage n'est pas conforme. A préciser, le cas-échéant, dans le premier champ de commentaires libres.
Cette Technique est non applicable. 100 % des surfaces sont constituées par des terres mises à disposition par des tiers. Par ailleurs une partie des surfaces est constituée de prairies temporaires ou permanentes interdisant tout enfouissement. Pour les surfaces supportant des céréales, les enfouissements sont réalisés dans les 12 heures en majorité pour les épandages avant labour.

### 5. *Émissions totales de l'élevage*

#### **Émissions totales de l'élevage**

#### Émissions d'ammoniac totales et comparaison par rapport à un élevage standard (MTD 23)

Poste d'émission en ammoniac	Émissions en ammoniac de l'élevage	Émissions en ammoniac d'un élevage porcin analogue standard	Conformité	Commentaire
Bâtiment d'élevage	4263	4016		La restructuration du bâtiment plus ancien va permettre de réduire les émissions au bâtiment avec la mise en place d'un laveur d'air
Stockage des effluents	2634	2009		La création d'une nouvelle fosse à lisier, couverte va permettre de réduire les émissions au stockage
Épandage des effluents sur les terres mises à disposition	2876	2925		Les surfaces épandues en pente et la nature des cultures (prairies), ne permettent pas de réduire les émissions à l'épandage.
Total	9773	8950		Les émissions sont supérieures à celle d'un élevage standard sans toutefois que la valeur limite d'émission par place soit dépassée. La restructuration de l'élevage fera évoluer favorablement cette situation

